

La difficile émergence des études québécoises en Europe centrale

The Difficult Emergence of Quebec Studies in Central Europe

Árpád Vígh

Les études québécoises dans le monde
Volume 4, numéro 2, 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1000637ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1000637ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Globe, Revue internationale d'études québécoises

ISSN

1481-5869 (imprimé)
1923-8231 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Vígh, Á. (2001). La difficile émergence des études québécoises en Europe centrale. *Globe*, 4 (2), 111–132. <https://doi.org/10.7202/1000637ar>

Résumé de l'article

Après avoir rappelé les circonstances historiques et géopolitiques à l'origine du concept d'« Europe centrale », l'auteur dresse un portrait diachronique de la situation de la langue française dans cette région fortement marquée par la présence de l'allemand puis, après la Deuxième Guerre mondiale, par l'orthodoxie idéologique soviétique peu propice à la valorisation du français. C'est dans ce contexte défavorable qu'apparaît timidement, au cours des années, une image peu reluisante du Canada français souvent interprétée à travers le filtre du Canada anglais. Néanmoins, les études québécoises font graduellement leur apparition au cours des années 1990, au gré des hasards et des rencontres. On retrouvera dans cet article les premières contributions des pionniers des études québécoises en Europe centrale et quelques suggestions qui expliquent l'intérêt grandissant des chercheurs de cette région, également aux prises avec un questionnement identitaire, pour la littérature francophone d'Amérique.

La difficile émergence des études québécoises en Europe centrale

Árpád Vígh
Université de Pécs (Hongrie)

Résumé – Après avoir rappelé les circonstances historiques et géopolitiques à l'origine du concept d'« Europe centrale », l'auteur dresse un portrait diachronique de la situation de la langue française dans cette région fortement marquée par la présence de l'allemand puis, après la Deuxième Guerre mondiale, par l'orthodoxie idéologique soviétique peu propice à la valorisation du français. C'est dans ce contexte défavorable qu'apparaît timidement, au cours des années, une image peu reluisante du Canada français souvent interprétée à travers le filtre du Canada anglais. Néanmoins, les études québécoises font graduellement leur apparition au cours des années 1990, au gré des hasards et des rencontres. On retrouvera dans cet article les premières contributions des pionniers des études québécoises en Europe centrale et quelques suggestions qui expliquent l'intérêt grandissant des chercheurs de cette région, également aux prises avec un questionnement identitaire, pour la littérature francophone d'Amérique.

The Difficult Emergence of Quebec Studies in Central Europe

Abstract – After having rehearsed the historical and geographical circumstances surrounding the origins of the concept of « Central Europe », the author provides a diachronic portrait of the situation of the French language in this region. French ran up against the presence of German, and, after the Second World War, was confronted by a Soviet ideological orthodoxy which was not favourable to its valorization. It is in this unfavourable context that a largely uncomplimentary image of French Canada timidly emerged over the years, often interpreted through an English Canadian filter. Nevertheless, Quebec Studies gradually emerged during the 1990s through meetings and chance encounters. This article touches on the contributions of the pioneers of Quebec Studies in Central Europe and advances some possible reasons for the increased interest in francophone American literature shown by researchers from this region, who are likewise confronted by questions of identity.

Árpád Vígh, « La difficile émergence des études québécoises en Europe centrale », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 4, n° 2, 2001.

Avant d'aborder le sujet proposé dans le titre de cette intervention, il me semble nécessaire de rappeler que l'aire géographique qui y est évoquée est un concept flou, incertain, problématique depuis son apparition dans la pensée politique européenne. Concept éminemment historique, il ne peut être abordé que dans l'histoire, en tenant toujours compte d'un certain nombre de paramètres. Ainsi, chaque fois qu'on en parle, il convient de définir d'abord ce qu'on entend exactement par cette Europe centrale. Cela paraît d'autant plus nécessaire – je veux dire que poser cette question est d'autant moins innocent à cet endroit – qu'elle est susceptible d'aider à la compréhension de la difficile émergence des études francophones en général, et québécoises en particulier, dans cette région.

Il est clair que ce concept, quand il est né – probablement dans la tête de Metternich – et entré en scène au Congrès de Vienne (1815), était d'abord politique et économique¹. C'était une façon de partager l'Europe en en délimitant la partie médiane autour du noyau germanique. Tout au long du ^{xx}e siècle, jusqu'à la Première Guerre mondiale, cette *Mitteleuropa* comprenait traditionnellement les provinces de l'Allemagne du Sud, la Suisse, l'Autriche, la Bohême et la Hongrie, étant entendu que cette dernière comprenait encore elle-même la Slovaquie, la Croatie, une partie de la Serbie ainsi que la moitié occidentale de la Roumanie actuelle, qu'on appelle la Transylvanie.

Du point de vue culturel, cette délimitation impliquait, d'une part, des confessions exclusivement catholique et protestante à l'intérieur de cet ensemble (c'est-à-dire qu'à l'est et au sud-est, ses frontières s'identifiaient avec celle de l'orthodoxie), d'autre part que les cultures de l'Europe occidentale ne parvenaient la plupart du temps aux nations autres que germaniques de l'Europe centrale que filtrées par la germanophonie. La présence non négligeable de minorités germanophones en Pologne, au Pays tchèque et en Hongrie n'a fait qu'accentuer cette tendance, pendant que – propriété essentielle de cette région – le français comme langue maternelle et officielle y a toujours été absent.

1. Voir l'article « Europe » dans le *Dictionnaire encyclopédique d'histoire* de Michel Mourre, Paris, Bordas, 1994 [1978].

Cela dit, il est clair que ce « conglomérat *ad hoc* », comme le qualifiait le politologue István Bibó², n'avait d'unité que par la négation d'un certain nombre de choses : il se disait non-orthodoxe, non-balkanique et non-prussien, et il était naturellement non-francophone.

Mais – au regard des futures recherches sur la francophonie et notamment sur les relations entre le Québec et la mère patrie – les rapports de domination entre la germanophonie et les soi-disant « petites nations » de l'Europe centrale, qui servaient traditionnellement d'objets aux convoitises allemandes ou habsbourgeoises, se révèlent non moins essentiels dans cette région où la formation des différentes identités culturelles au XIX^e siècle était toujours tributaire de leurs relations avec le monde allemand. Ce modèle de rapports, qui faisait l'objet d'un projet de recherche il y a une dizaine d'années à l'Université de Paris VIII³, pourra à son tour servir de complément et de contrepoint à un autre (esquissé par Peter Kirsch en Autriche) orienté vers l'histoire de la culture française envisagée dans ses rapports dialectiques avec les « identités » autres dont les résistances, les soumissions partielles et les émancipations relatives se manifestent depuis le Moyen Âge (sous forme de cultures dominées groupées aujourd'hui sous l'étiquette de minorités ethniques de la France) pour faire éclore peu à peu cette pluralité marquée par un jeu incessant de convergences et de divergences que nous désignons du terme de francophonie⁴.

Après la dislocation de l'Empire des Habsbourg en 1918, avec la naissance de quelques nouveaux États-nations sur son territoire, mais surtout après la Deuxième Guerre mondiale, avec la scission de l'Europe en deux blocs antagonistes, l'Europe centrale perdait tout à fait sa pertinence⁵. Pendant quelques années, occultée et grotesque, sa survie

2. Dans *Misère des petits États d'Europe de l'Est*, Paris, L'Harmattan, 1986, p. 140.

3. Voir Jacques Le Rider et Fred Schrader [éd.], *Allemagne, Autriche et Europe centrale. Pour une géopolitique culturelle de la nouvelle Mitteleuropa*, Paris, Maison des sciences de l'homme et Université de Paris VIII (document de travail, dactylographié).

4. « Sur l'enseignement des littératures de la francophonie », *Cahiers francophones d'Europe centre-orientale*, vol. 3, 1993, p. 62.

5. La *Grande encyclopédie Larousse* (1973) ne connaît que l'« Europe de l'Atlantique à l'Oural », composée, politiquement, d'une partie occidentale et orientale, et, géographiquement, d'une partie du nord et du sud.

ne s'illustrait que dans le monde du sport, plus exactement au football, dans cette *Coupe d'Europe centrale* qui réunissait des équipes autrichiennes, hongroises, italiennes, tchécoslovaques et yougoslaves, avant de céder définitivement la place aux différentes coupes d'Europe que l'on connaît actuellement.

Néanmoins, à partir des années 1960, des historiens et des hommes de culture que la division simpliste et très politicienne de l'Europe en deux blocs ne satisfait pas commencent à y réintroduire un peu plus de nuance. Ils délaissent ainsi la notion plutôt péjorative de l'Europe de l'Est pour celle, plus neutre, de l'Europe centrale et orientale qui, en principe, allait de l'Elbe à l'Oural, et qui – et c'est sa différence spécifique par rapport à l'Europe de l'Est – avait le droit de transgresser la ligne de démarcation du monde communiste avec l'implication de l'Autriche et d'une partie de l'Allemagne.

Mais étant donné l'immensité du territoire qu'il couvrait et, de ce fait, au regard des traditions et des mœurs, les différences s'avérant énormes, ce concept restait peu maniable, peu opératoire dans les domaines de la culture. L'introduction de la notion d'Europe centre-orientale visait précisément à le subdiviser, en écartant à la fois le monde orthodoxe, plus spécialement la Russie, par aversion du communisme, et l'Allemagne, par méfiance du pangermanisme⁶. On revenait donc à une région qui affichait, malgré le manque évident de cohésion interne, bon nombre d'analogies dans l'évolution des sociétés qui la composaient et qui étaient censées subir les mêmes influences extérieures durant cette évolution⁷. Elle devait fatalement ressembler à l'ancienne Monarchie austro-hongroise, avec toutes les différences dues aux changements politiques depuis 1918, sans oublier l'implication de la

6. Toute proportion gardée, c'est la même logique qui amène l'historien suisse Georges Nivat à situer l'Europe centrale entre la Lituanie et la Suisse ; voir « L'Europe centrale de Wilno à Bâle », dans M. Molnár et A. Reszler [éd.], *Vienne, Budapest, Prague*, Paris, PUF, 1988, p. 139.

7. Cette vision analytique de la région a amené l'historien hongrois Iván Berend à la subdiviser en quatre sous-régions, tout en reconnaissant qu'une certaine communauté historique les tient toujours ensemble. Voir « Magyarország helye Európában » (« La place de la Hongrie en Europe »), dans *Helyünk Európában (Notre place en Europe)*, Budapest, Magvető, 1986, p. 38.

Pologne, elle aussi coincée, avec sa particularité culturelle, entre la Russie et l'Allemagne, et qui cherchait ses alliés soit en Occident au-delà de l'Allemagne, soit au sud, par exemple Hongrie. À partir des années 1970-1980, des personnes comme le président du Brooklyn College, tel professeur de l'Université Columbia aux États-Unis⁸ aussi bien que les historiens tchèques⁹ ou hongrois¹⁰ du côté de chez nous identifient de façon unanime cette région à l'Autriche, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie.

Pour nous qui, au lendemain de la chute du Mur de Berlin, cherchions des partenaires et des alliés dans le domaine de l'enseignement de la francophonie, cet ensemble a paru comme un point de départ et une base incontournables. Puisque nous avons l'habitude de raisonner, non pas par États, mais par régions culturelles (les frontières politiques étant très aléatoires en cette partie du monde), quand nous parlons d'Europe centrale ou centre-orientale, nous pensons aux cultures des peuples du Bassin des Carpates et de la Plaine polonaise, d'un territoire donc qui va de la Baltique au Danube, et de la ligne des Carpates aux contreforts des Alpes autrichiennes.

Note sur la situation du français et de la francophonie en cette région

Les études québécoises étant étroitement liées à la situation des études françaises en général, il me semble indispensable de faire ne serait-ce qu'une remarque sommaire sur la situation de celles-ci en

8. Voir Béla Király et George Barany [éd.], *East Central European perceptions of early America*, Lisse, The Peter de Ridder Press, 1977, p. 7 et p. 11-17.

9. Voir Jan Havránek, « Central Europe, East-Central Europe and the Historians 1940-1948 », dans E. Somogyi [éd.], *Polgárosodás Közép-Európában. Verbürgerlichung in Mitteleuropa*, Budapest, MTA, 1991, p. 299.

10. Néanmoins, Iván Berend, dans l'article cité ci-dessus, distingue deux sous-régions à l'intérieur de cet ensemble : une Europe centre-orientale « au sens restreint du terme » qui comprendrait les régions historiques du Bassin des Carpates ainsi que « les peuples de la Plaine polonaise », et une zone occidentale avec les « territoires allemands, autrichiens et tchèques ».

Europe centrale¹¹. Il est, en effet, évident que les québécois de la région sont ou ont tous été des enseignants dans des Départements d'études françaises, et que c'est bien en cette qualité qu'ils sont arrivés, la plupart du temps par hasard, à s'occuper de la francophonie d'Amérique.

Pour comprendre cette situation, il faut tenir compte de deux facteurs essentiels, en apparence contradictoires mais en réalité plutôt complémentaires : il s'agit d'abord de la forte présence de l'allemand, première langue étrangère en Pologne, en Pays tchèque et en Hongrie jusqu'à la Seconde Guerre mondiale (position qu'il défend toujours de façon assez efficace face à l'anglais), et d'autre part des réactions culturelles, notamment en politique linguistique, à cette présence de l'allemand. Cela veut dire que les élites de ces pays, souvent polyglottes, utilisaient surtout l'allemand dans les affaires, et avant tout le français dans le domaine culturel. Bon nombre d'écrivains et de poètes gagnaient leur pain en traduisant des œuvres littéraires françaises¹² et, dans la rue, l'étranger pouvait facilement se faire comprendre en français aussi bien qu'en allemand.

En dehors de ces trois pays, à l'ouest comme à l'est et au sud-est, le français avait un autre visage et une autre fonction. En Autriche, l'allemand étant langue maternelle, le français, langue de l'empire rival depuis toujours, était tout naturellement la première langue étrangère, tandis qu'en Roumanie, il l'était pour des raisons linguistiquement sentimentales, la langue du pays étant également une langue romane. Il faut citer aussi le cas particulier de la Bulgarie, un peu éloignée de ce noyau centre-européen où la « conscience autrichienne » exerçait,

11. Pour plus de détails, voir notre bilan : Árpád Vigh *et al.*, « La francophonie en Europe centrale et orientale », paru dans *L'année francophone internationale, Bilan 1992*, Québec, 1993, ainsi que le résumé récent de la situation par Ferenc Fodor et Sandrine Pelau, « Géostratégie des langues en Europe centrale et orientale », dans Jacques Maurais et Michael Morris [éd.], *Géostratégie des langues, Terminogramme*, 2001.

12. En Hongrie, ce phénomène est d'autant plus notable qu'entre les deux guerres mondiales, un très fort sentiment anti-français dominait l'opinion publique à cause du rôle joué par la France dans le démantèlement du pays au Traité de Versailles en 1920.

malgré tout, une influence indéniable. Pays de langue slave, fortement imprégné de culture russe (n'oublions pas que la Russie ne le menaçait jamais en conquérante, comme elle le faisait par exemple avec la Pologne, mais plutôt en alliée dans la mesure où elle essayait de réduire le pouvoir ottoman dans la région), la Bulgarie a choisi le français comme langue de communication avec l'Occident jusqu'en 1944¹³.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ce tableau change radicalement, du moins dans les pays militairement occupés par les Soviétiques, pour deux raisons : d'abord parce que les nouveaux maîtres prennent des mesures administratives qui font que le russe, obligatoire à tous les niveaux, devient la première langue étrangère enseignée, ensuite parce que la fermeture des frontières et l'interdiction de toute communication avec les pays occidentaux empêchent les Polonais, les Tchèques ou les Hongrois d'entretenir des relations vivantes avec des partenaires francophones ou anglophones. La situation n'est pas meilleure, au contraire, en Roumanie et en Bulgarie, malgré la plus grande popularité dont le français jouit incontestablement dans ces deux pays. Leur isolement géopolitique, plus accentué même après les changements de la fin des années 1980, fait du français un atout entre les mains des politiciens davantage qu'un réel instrument de communication.

L'allemand, une fois de plus, tire son épingle du jeu, grâce à la création de la RDA : pendant que les autorités traitent le français ou l'anglais de « langues capitalistes et impérialistes »¹⁴, l'allemand se voit qualifié de « langue socialiste et progressiste » que l'on a, en plus, la possibilité de pratiquer réellement avec les ressortissants est-allemands ou en allant effectuer différents stages et travaux en RDA. Cet état des choses explique largement le fait que, dans ces trois pays, l'allemand

13. Voir le résumé historique de Stoyan Atanassov dans Árpád Vigh *et al.*, *op. cit.*, p. 44.

14. Cette folie a persisté encore après la relative libéralisation de l'enseignement de ces langues dans les années 1960 : à l'Université de Debrecen où j'étais étudiant à cette époque, tel représentant du Département de marxisme et léninisme ne manquait jamais de nous faire remarquer, quand nous l'interrogeons sur les raisons de son jugement plus défavorable à notre égard qu'à d'autres de nos condisciples lors des examens de philosophie, qu'il considérait le choix du français (ou de l'anglais) de notre part comme un choix idéologique.

reste, derrière le russe, la deuxième langue étrangère enseignée, malgré la montée progressive de l'anglais. Le français les suit en quatrième position, loin derrière eux d'après les statistiques officielles¹⁵.

Dans ces conditions et contextes historiques et politiques, élargir le champ – déjà minime – des études françaises aux autres civilisations francophones paraissait inconcevable avant les années 1980. Même dans les pays qui, comme la Pologne ou la Roumanie, entretenaient des relations politiques privilégiées avec la France, un tel élargissement aurait troublé la bonne entente historique avec elle, comme en général il aurait troublé tout simplement de vieilles habitudes académiques. La prétendue fidélité à la France (jacobine et socialiste, bien entendu) que l'on brandissait chaque fois qu'un intrus se présentait à l'horizon, ainsi que le manque de temps dont les tenants de la conception quantitative de la littérature se plaignaient constamment dès que quelqu'un voulait grignoter sur les heures, déjà si réduites, consacrées à la littérature française l'emportaient sur les contraintes extérieures qui venaient du côté du pouvoir. Dans les années 1950 et 1960, quand la lutte anticolonialiste en Afrique et ailleurs battait son plein, des rues et des places ont été rebaptisées « Patrice Lumumba » et, dans la foulée, des maisons d'édition ont témoigné de la solidarité des « pays frères » en traduisant et publiant les œuvres de Camara Laye ou d'Aimé Césaire¹⁶. Rien n'y faisait, l'Université gardait toujours ses portes fermées même devant ces auteurs « progressistes », cette Université qui, malgré les condamnations idéologiques sommaires, pouvait par contre très bien insérer dans son cursus le bourgeois Jean-Paul Sartre ou le décadent Nouveau Roman¹⁷.

La conséquence de ce concours de circonstances est que, dans les années 1970-1980, il était tout à fait possible de proposer comme sujet

15. Voir une fois de plus dans Árpád Vigh *et al.*, *op. cit.*, p. 45, 50 et 52.

16. Voir Árpád Vigh, « Une première synthèse », dans *Cahiers francophones d'Europe centre-orientale*, Pécs-Vienne, vol. 1, 1991, p. 168-170.

17. L'essentiel était alors de proclamer que l'on formait des « professeurs de conviction idéologique marxiste [...] qui sont capables de suivre et d'interpréter de manière socialiste les phénomènes et les tendances politiques, sociales, littéraires, culturelles et linguistiques de la France » (extrait du *Plan de formation à l'usage des départements de langue et de littératures françaises*, valable en Hongrie jusqu'aux années 1990).

de mémoire ou de thèse les œuvres de ces décadents et d'utiliser comme méthode celle des structuralistes français (jugés par ailleurs officiellement anti-marxistes), mais tenter d'écrire quelque chose sur les littératures belge ou québécoise attirait invariablement des remarques du genre : « Pourquoi la littérature française ne vous suffit-elle pas ? » ou « Quelle idée ! Que voulez-vous en écrire ? Les Canadiens ne sont que des bûcherons et des porteurs d'eau qui ont tout appris de nous¹⁸ ».

L'image du Canada français et l'apparition des études québécoises

À ces obstacles majeurs qui ont pendant longtemps empêché l'apparition des études francophones et québécoises en Europe centrale¹⁹, il faut encore ajouter l'image quasi inexistante du Canada français dans cette région, à moins que ce ne soit une image fautive ou franchement négative.

Entre les deux guerres mondiales, les rares références à ce pays lointain oublient complètement sa dimension francophone. Aux yeux de Milán Füst, une des grandes figures de la poésie moderne hongroise, le Canada n'est qu'un paysage de lumières hivernales et de tempêtes de neige²⁰. Dans les récits du Polonais Arkady Fiedler, *Le Canada à l'odeur d'érable*, la « dualité identitaire socioculturelle et linguistique canadienne » est complètement gommée²¹. Dans la célèbre *Histoire de la*

18. Remarque rapportée par Klaus Ertler dans « Le Québec vu à travers une sonde observatrice de l'Europe centrale », *Cahiers francophones d'Europe centre-orientale (Mémoires pour l'avenir. La francophonie en Europe centre-orientale)*, vol. 11, 2001, à paraître. Dans le même ouvrage, Józef Kwaterko raconte que, pour pouvoir inscrire, en 1975, sa thèse de doctorat sur le roman québécois moderne, il a dû au préalable apporter ses « lettres de créance » sous forme d'un article sur le même sujet. Voir « Une longue macération : les études francophones en Pologne ».

19. Sur l'ensemble de la question, voir les Actes du 2^e Colloque International de Pécs : « L'enseignement de la francophonie », *Cahiers francophones d'Europe centre-orientale*, vol. 3, 1993.

20. Milán Füst, « Lettre du Canada », *Choix de poèmes*, Budapest, Corvina, 1971, p. 39.

21. Voir Józef Kwaterko, *op. cit.*

littérature universelle du Hongrois Antal Szerb (1944), la présentation de la littérature de l'Amérique du Nord est réduite à celle des États-Unis : le Canada n'y apparaît pas une seule fois, et si l'auteur parle à un endroit de *Maria Chapdelaine* de Louis Hémon, c'est comme faisant partie, bien entendu, de la littérature française « coloniale et exotique ». De façon générale, dans ces pays, la littérature québécoise trouve de sérieux obstacles pour revendiquer sa différence par rapport à la notion globalisante de littérature canadienne.

Nous avons étudié ailleurs la difficile émergence du Québec dans la presse écrite hongroise depuis la guerre jusqu'à nos jours²². Si le nom du Québec apparaît la première fois en 1967, à la suite de la visite du général de Gaulle à Montréal, ce n'est guère en rapport avec les problèmes réels, sociaux et culturels, de ce pays, mais uniquement dans le contexte de la politique extérieure anti-étatsunienne du président français.

Neuf ans plus tard, lors des Jeux olympiques de Montréal, quand pendant quinze jours les journaux sont remplis de reportages sur les compétitions, un quotidien hongrois évoque une seule fois « la duplicité culturelle anglo-française du Canada » quand, à l'ouverture de ces jeux, « la flamme arrive par deux jeunes de 15 ans parlant français et anglais²³ ». Détail significatif : le nom de la ville de Montréal (comme ailleurs celui de Québec) est orthographié systématiquement sans l'accent aigu, jusqu'aux années 1990 dans presque tous les cas, ce qui est pour le moins révélateur en ce qui concerne les sources d'information des journalistes.

Le référendum québécois de 1980 passe presque inaperçu en Hongrie. La presse officielle est embarrassée : le Canada n'est tout de même pas le Tiers-Monde. René Lévesque ressemble aussi peu à Patrice Lumumba que Pierre Elliott Trudeau à Mobutu. Et puis le contexte politique international a également beaucoup changé. Ce qui explique

22. Árpád Vígh, « La francophonie des autres. Le Québec et la Hongrie : jeux de reflets », dans Françoise Tétu de Labsade [éd.], *Littérature et dialogue interculturel*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1997, p. 193-210.

23. *Népszabadság*, Budapest, 19 juillet 1976, p. 24.

que les « pays socialistes » qui avaient jadis salué et appuyé d'un si bel accord l'Afrique noire dans sa lutte pour l'indépendance estiment maintenant que le Québec peut plutôt donner de mauvaises idées aux fidèles du régime, en même temps que justifier les revendications de ses contestataires. D'où l'accueil mitigé, accompagné de qualificatifs péjoratifs, qui persistera jusqu'à nos jours dans la presse de gauche.

Curieuse fortune d'un mouvement social passablement socialisant et anticlérical, marqué par la gauche aussi bien que par le libéralisme, pour rattraper le temps perdu et faire entrer le plus vite possible le Québec dans l'ère moderne qui, sympathisant dès le début avec l'anti-colonialisme africain et asiatique, sera cependant détaché complètement de son contexte historique et taxé de nationaliste, pas seulement par ses adversaires²⁴ mais cité quasi exclusivement sous cette étiquette sans distinction aucune entre patriotisme et nationalisme. Distinction sur laquelle Jacques Ferron jugeait pourtant opportun d'insister dès les années 1960 dans une de ses *historiettes*²⁵, et qu'un politologue comme Léon Dion juge « aussi valable aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été²⁶ ». Hélas, le résultat de cette stigmatisation partielle et partiale est un rejet global du mouvement indépendantiste par les libéraux hongrois et les partis de gauche en général après 1990, tandis que les conservateurs et les partis de droite lui enverront des clins d'œil de connivence et de complicité²⁷.

24. Le livre de Louis Balthazar, *Bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, L'Hexagone, 1986, en est peut-être le meilleur exemple. En France, Jacques Portes adopte lui aussi ce vocabulaire, en y mettant des nuances (« néo-nationaliste », « nationaliste d'un nouveau genre », etc.), mais ne lâchant toujours pas le terme principal (voir *Le Canada et le Québec au xx^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1994, p. 116). La presse française, notamment *Le Monde diplomatique* de juillet 1995, lui préférera le mot « souverainiste ».

25. Voir Jacques Ferron, « La soumission des clercs », *Historiettes*, Montréal, Éditions du Jour, 1969, p. 9.

26. Léon Dion, *Québec, 1945-2000*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1987, tome I : « À la recherche du Québec », p. 110.

27. Nous reprenons entièrement ce passage de notre article « La francophonie des autres... » (voir *supra*, note 22) où l'éditeur a fait un malheureux saut de ligne dans la première phrase qui a rendu tout le passage incompréhensible.

La disparition des régimes totalitaires, en 1990, n'apporte pas beaucoup d'amélioration à cette perception de la réalité québécoise. La presse continue son travail de dénigrement, ce qui s'explique, en partie du moins, par un événement assez singulier. En effet, le Gouvernement fédéral a la bonne idée d'inviter, au lendemain immédiat des changements historiques, des journalistes d'Europe centrale pour les mettre dans le bain de la politique intérieure canadienne. Cette délégation, anglophone bien entendu, vient officiellement au Canada pour y étudier les retombées de la consultation nationale de novembre 1988 au sujet de l'Accord du libre-échange nord-américain. Le hasard (?) veut qu'au Parlement d'Ottawa ils assistent à un débat autour de l'Accord du Lac Meech, qui les introduit sans détour au cœur même du problème linguistique et du particularisme québécois. L'interprétation qu'ils reçoivent de ces phénomènes a sans aucun doute été formulée en anglais, ce dont témoigne le rapport de la journaliste hongroise. Fait néanmoins remarquable : elle y fait valoir, peut-être pour la première fois de façon consciente et explicite, le point de vue centre-européen :

Dans l'accord que le gouvernement fédéral et les dix provinces ont conclu à Meech Lake [en anglais dans le texte hongrois] en 1987, les provinces anglaises reconnaissent le caractère particulier du Québec. Ce particularisme culmine dans l'usage de la langue, notamment dans celui du français au Québec. Ce genre de divergence venant de l'usage de la langue n'est pas inhabituel du tout pour quelqu'un qui vit actuellement en Europe centrale, mais il lui est inconcevable pourquoi dans un Canada que l'on appelle le creuset des peuples et qui assure un large espace économique et politique aux 34 groupes ethniques, les gouvernements n'arrivent pas à résoudre les hostilités qui prennent feu régulièrement entre parlants anglais et parlants français²⁸.

Cette inconcevabilité centre-européenne de la situation québécoise se révélera par la suite comme une des constantes qui jalonne la presse

28. Patricia Molnár, « La tempête du Meech Lake », *HVG*, 23 juin 1990, p. 13.

LES ÉTUDES QUÉBÉCOISES EN EUROPE CENTRALE

libérale, de gauche comme de droite, jusqu'à nos jours, et qui fera surface surtout en octobre et novembre 1995. Inconcevabilité teintée tantôt de jalousie et d'admiration devant le constat qu'un peuple minoritaire peut avoir autant de droits dans un État multiethnique et pluriculturel, tantôt d'incompréhension devant le « caractère irrationnel » des revendications québécoises.

Il est évident que les études québécoises qui naissent sur cette toile de fond ne doivent pas compter sur beaucoup de publicité bienveillante dans les médias, et que cette naissance n'a pas été aussi spontanée, naturelle et incontournable que celle des études de l'Amérique du Nord anglophone. Remarquons ici que la représentation officielle du Québec fait cruellement défaut dans ces circonstances. L'idée d'aller s'informer dans les ambassades du Canada (quand ambassade il y avait²⁹) ne serait jamais venue à l'esprit d'un jeune universitaire francophone, d'autant moins que, avant 1990, contacter pareilles missions diplomatiques lui était formellement interdit³⁰. Les initiatives, les premières informations qui attirent l'attention sur le phénomène québécois viendront plutôt de quelques universitaires québécois qui, comme Michel Tétu, Jean-Marcel Paquette ou Gilles Dorion, sillonnent la région pour y semer la bonne graine.

Les études québécoises naissent donc timidement, à l'ombre ou à l'écart des départements de français³¹, au contact aléatoire et fortuit avec

29. Ce qui n'est pas toujours le cas. Il n'y en avait pas, par exemple, en Bulgarie, ce qui a causé de sérieux problèmes à notre collègue Atanassov quand il a eu besoin d'obtenir un visa pour le Canada. Les démarches humiliantes l'ont finalement découragé de poursuivre ses recherches québécoises (voir le récit de ces vicissitudes dans « Aléas francophones bulgares », *supra*, note 13).

30. Lorsque, en 1985 et 1986, je devais mettre sur pied le premier département de français avec un programme entièrement francophone, j'étais amené de façon aussi spontanée que nécessaire à contacter les instituts culturels et ambassades belge, canadien, français et suisse. Le rappel à l'ordre ne s'est pas fait attendre.

31. Il est significatif qu'en Hongrie les premiers qui, dans les années 1980, entrent en contact avec la civilisation canadienne-française sont deux assistantes qui enseignaient, l'une à l'Université Technique de Budapest, l'autre au Département des littératures comparées de l'Université de Szeged. Mais n'est-il pas aussi significatif qu'en France, par exemple, la littérature anglophone du Canada

la civilisation canadienne-française³². Quelques anthologies en traduction paraissent d'abord (en Hongrie, en Roumanie et en Union soviétique³³), sans laisser de trace dans l'enseignement. Après des essais isolés³⁴, deux ouvrages collectifs, tous deux édités au Canada grâce à l'initiative de chercheurs québécois, marquent, en filigrane, le début de ce qu'on pourrait appeler une prise de conscience régionale de cette littérature. Le premier, les actes du colloque international de Montréal d'avril 1981 sur la réception européenne des lettres québécoises, réunit pour la première fois des collègues qui, comme l'Autrichien Werner Wögerbauer, étudient en profondeur des problèmes littéraires québécois, ou qui, comme le Polonais Józef Kwaterko, parlent d'une vision centre-européenne de cette littérature³⁵. Le second volume est un

suscite déjà un intérêt remarquable parmi les universitaires dès les années 1970, alors que la littérature québécoise y est encore à peine présente? Pour s'en convaincre, il suffit de regarder la table des matières des revues *Annales du Centre de Recherche sur l'Amérique anglophone*, *Recherches anglaises et américaines* et *Études canadiennes/Canadian Studies*.

32. Klaus Ertler découvre quasi accidentellement le « drôle de français » du Québec lors de ses voyages en Amérique du Nord au milieu des années 1970. Józef Kwaterko tombe par hasard sur Réjean Ducharme lorsqu'il prépare, en 1975, un mémoire sur Le Clézio (qui a fait un article sur *L'avalée des avalés*). Moi-même, je rencontre un couple de Québécois sympathique à Liège en 1978 en faisant des recherches sur la rhétorique moderne avec le Groupe μ : l'accent et le fait qu'il existe un Canada francophone commencent à m'intriguer. Dans les années 1980, Voichita Sasu s'émerveille devant le *Kamouraska* d'Anne Hébert dont elle ne sait pas encore qu'elle est québécoise. Voir le récit de ces découvertes dans « Mémoires pour l'avenir », *Cahiers francophones d'Europe centre-orientale*, vol. 11, 2001.

33. *Óda a Szent-Lőrinc folyóhoz*, Budapest, Európa, 1978 (la même anthologie, composée par Eva Kushner, paraîtra aussi en Pologne en 1985) ; *45 poetri canadieni limba franceza*, Bucarest, Univers, 1981 ; *Kanadienskaya literatúra frantsouzkim yazikom (1945-1960)*, Léninegrad, École Supérieure, 1969.

34. Les deux opuscules pionniers de la Tchèque Eva Janovcová en 1967 et 1968, dans *Svítová Literatura*, vol. 1, p. 44-50, et vol. 2, p. 223-230, sur les « Problèmes littéraires du Canada français » et sur « Réjean Ducharme », sont des tentatives complètement isolées qui, malheureusement, ne connaîtront pas de suite de sa part (Madame Janovcová a décliné aussi notre invitation au premier Colloque international de la région sur la francophonie, à Pécs en 1989). Elle avait reçu un hommage rare de Jean-Marcel Paquette qui lui a dédié son *Jacques Ferron malgré lui* en 1970.

35. Voir Werner Wögerbauer, « Le mythe de la terre dans *Trente arpents* de Ringuet » et Józef Kwaterko, « L'accueil réservé à la littérature québécoise en Europe de l'Est » dans Jean Cléo Godin *et al.* [éd.], *Lectures européennes de la*

LES ÉTUDES QUÉBÉCOISES EN EUROPE CENTRALE

numéro spécial consacré à la mémoire de Jacques Ferron que la revue *Études littéraires* de l'Université Laval a préparé sous la direction de Jean-Marcel Paquette, et qui reçoit la contribution de quatre Centre européens : celle de l'Autrichien Reinhart Hosch, du Bulgare Stoyan Atanassov, du Hongrois Árpád Vigh et du Polonais Józef Kwaterko³⁶.

Le premier recueil international publié dans notre région sera le premier numéro (1991) des *Cahiers francophones d'Europe centre-orientale*, un volume subventionné par le Conseil de la langue française du Gouvernement du Québec qui réunit, sous le titre de «Mots du Québec», quelques universitaires hongrois, autrichiens et polonais aux côtés d'illustres linguistes québécois tels Pierre Martel, Jacques Maurais, Jean-Claude Corbeil et Jean-Claude Gagnon.

Enfin, n'oublions pas les quatre importants volumes d'actes de colloques consacrés entièrement ou en partie au Canada francophone : il s'agit des colloques de Trogir (Croatie) en 1987, de Bled (Slovénie) en 1988, d'Ohrid (Macédoine) en 1989, dans l'ancienne Yougoslavie, ainsi que de celui de Pécs (Hongrie) en 1989³⁷.

littérature québécoise, Montréal, Leméac, 1982, p. 229-245 et p. 12-18. Néanmoins, Kwaterko refuse d'emblée la possibilité d'une vision globale centre-européenne de la littérature québécoise, s'agissant d'un «groupe de pays culturellement différenciés» (p. 12), tandis que Wögerbauer (qui n'était d'ailleurs pas présent au colloque) examine le roman de la terre québécois uniquement en comparaison avec la littérature du terroir de langue allemande, pour conclure qu'un rapprochement ou un calque seraient inadaptés pour interpréter les œuvres québécoises (p. 229).

36. Reinhart Hosch, «Jacques Ferron ou la présence réelle. Remarque sur la foi d'un mécréant/«mécréant»»; Stoyan Atanassov «Ferron funéraire»; Árpád Vigh, «Jacques Ferron ou la mémoire extérieure» et Józef Kwaterko, «Espace urbain, espace mnémonique. Le retour identitaire chez Jacques Ferron et Tadeusz Konwicki», dans Jean-Marcel Paquette [éd.], *Jacques Ferron en Exotopie. Études littéraires*, hiver 1990-1991.

37. *Zbornik soapstenja o kanadaskoj knjizevnosti*, Actes du Colloque de Trogir, 29-31 mai 1987, publiés par l'Ambassade du Canada à Belgrade; *Problem identiteta u knjizevnosti Kanade*, Actes du Colloque de Bled, 13-15 mai 1988 et *Knjizevnost izmedju dve domovine*, Actes du Colloque d'Ohrid, 26-28 mai 1989, publiés par l'Association pour la littérature et la culture Yougoslavie-Canada, tous les trois en serbo-croate; *L'identité culturelle dans les littératures de langue française*, Actes du Colloque de Pécs, 24-28 avril 1989, Paris-Pécs, ACCT-Presses de l'Université de Pécs, 1989.

À partir des années 1980, la littérature québécoise commence à pénétrer aussi dans l'enseignement universitaire. La fondation du Centre d'études franco-canadiennes à l'Université de Varsovie date de 1982³⁸. En 1985, lors de la création du programme d'études du nouveau Département de français à l'Université de Pécs, cette littérature fait partie dès le départ du cursus obligatoire³⁹. Depuis 1987, elle est enseignée régulièrement à l'Université de Novi Sad en Yougoslavie ainsi qu'à l'Université de Cluj en Roumanie depuis 1992.

Le point de vue centre-européen

Pourquoi cet intérêt, visiblement de plus en plus spectaculaire, survit-il malgré les conditions assez défavorables pour les études québécoises dans cette région ? Il n'est pas facile de répondre à cette question, d'autant plus que, comme ailleurs, cet intérêt peut en principe s'expliquer par plusieurs raisons. Des contributions liées à la prise de conscience collective de l'importance de la civilisation québécoise dans le monde francophone et particulièrement celle de la littérature québécoise dans la grande famille des littératures de langue française sont aussi possibles et plausibles que des passions individuelles isolées à l'égard de ce pays⁴⁰. Mais peut-il y avoir des raisons plus profondes, historiques ou politiques, par exemple, qui justifient ces études ?

Jean Éthier-Blais disait à un colloque (ça fait déjà un moment), en parlant de l'enseignement des littératures d'expression française en Amérique du Nord, que les étudiants américains (il voulait dire états-uniens) qui d'ailleurs – excepté dans les États qui jouxtent la frontière

38. Pour les détails, voir Jerzy Parvi, « L'enseignement de la francophonie en Pologne », *Cahiers francophones d'Europe centre-orientale*, vol. 3, 1993, p. 164.

39. Jean-Marcel Paquette et Jacques Maurais viendront y introduire les études littéraires et linguistiques québécoises à l'automne 1986. C'est durant leur séjour à Pécs qu'est décidée l'organisation de colloques internationaux sur la francophonie et la fondation de la revue *Cahiers francophones d'Europe centre-orientale*.

40. Voir Elaine F. Nardocchio, « L'enseignement de la civilisation canadienne-française : problème d'approche et de méthodologie », *The French Review*, vol. 53, n° 1, octobre 1979, p. 6, et Ruth Mésavage, « L'enseignement de la civilisation québécoise », *The French Review*, vol. 60, n° 5, avril 1987, p. 665.

LES ÉTUDES QUÉBÉCOISES EN EUROPE CENTRALE

du Québec – n'ont aucune connaissance de la littérature québécoise, « n'étudient pas les auteurs français pour des raisons historiques, mais bien parce que Villon ou Pascal ou Flaubert ont un sens qui dépasse le langage lui-même ». Cela s'explique par le « retrait esthétique » qui caractérise la formation intellectuelle de l'élite américaine, par cette « tradition anti-esthétique » qui a dominé aussi l'évolution de la littérature canadienne-française et qui fait que, paradoxalement, dans l'étude de la littérature, « la préoccupation majeure n'est pas littéraire, [e]lle est sociologique et historique⁴¹ ».

Se pourrait-il qu'en cette Europe centrale, essentiellement non francophone, les chercheurs voient dans les études québécoises des raisons qui vont au-delà de la langue française, et qui se justifieraient par des intérêts historiques, par des mouvements analogues de l'évolution des sociétés respectives ? À première vue, c'est assez peu probable, d'abord parce que la grande majorité des chercheurs centre-européens sont arrivés à ces études par la langue française, ensuite parce que – comme il a été dit plus haut – les contacts directs entre le Québec et la région, qu'ils soient historiques ou culturels, étaient pratiquement inexistantes. Néanmoins, dans l'histoire aussi bien que dans le domaine social, il y a des ressemblances, des parallélismes et des préoccupations analogues qu'il ne serait pas très difficile d'exploiter pour susciter davantage d'intérêt.

Dans son livre *Le Canada et le Québec au xx^e siècle*, Jacques Portes cite un passage de *L'homme sans qualité* de Robert Musil, présentant l'antagonisme des Autrichiens et des Hongrois au sein de la Double Monarchie, pour l'appliquer à celui des anglophones et des francophones du Canada :

[...] les Autrichiens [à rapprocher des Canadiens anglais] avaient besoin de forces beaucoup plus grandes que les Hongrois [assimilables aux Québécois], car les

41. Jean Éthier-Blais, « L'enseignement des littératures d'expression française en Amérique du Nord », *Les études françaises dans le monde*, Actes de la première rencontre internationale des départements d'études françaises, Québec, 22 au 27 mai 1972, Paris, AUPÉLF, 1973, p. 117 et 118.

Hongrois, une fois pour toutes, n'étaient que des Hongrois et ce n'est qu'accessoirement qu'ils passaient aussi, aux yeux de ceux qui ne comprenaient pas leur langue, pour des Austro-Hongrois⁴² [Canadiens]; les Autrichiens, en revanche, n'étaient à l'origine rien du tout et les autorités voulaient qu'ils se sentissent également Austro-Hongrois... D'ailleurs, il n'y avait pas d'Autriche du tout. Les deux parties, Autriche et Hongrie, s'accordaient entre elles comme une veste rouge-blanc-vert et un pantalon jaune et noir.

C'est-à-dire, pour aller au bout de la comparaison que l'historien français a entamée, comme une veste bleue fleurdelisée avec un pantalon rouge arborant l'*Union Jack*.

Ce parallélisme n'est pas sans fondement. La Confédération canadienne et la Double Monarchie austro-hongroise sont nées toutes deux, à un mois près, en 1867, sur des bases fédératives semblables. Les chemins qui ont mené à ces compromis ne manquent pas non plus de similitudes⁴³. En voici quelques balises, avec l'histoire du Canada en filigrane.

La Hongrie, pendant longtemps pays souverain, était occupée militairement par l'Empire autrichien au début du XVIII^e siècle. La noblesse hongroise gardait une partie de ses privilèges moyennant une loyauté sans faille à la couronne impériale. Elle disposait aussi d'un Parlement, d'une université catholique, de nombreux collègues protestants qui florissaient grâce à une relative liberté de culte. À partir des années 1820, une formidable « ère de réformes » entame la transformation bourgeoise d'un pays essentiellement agricole. Une prise de conscience

42. Les références singulières que Nelligan fait à l'adjectif « hongrois » dans ses poésies (voir notamment l'apparition d'un « ténor hongrois » dans les *Salons allemands*) sont témoins de cette vision particulière de la Hongrie au Canada à la fin du XIX^e siècle.

43. Nous les avons évoquées plus amplement dans « Littérature hongroise : la fleur de peau de l'histoire », *Nuit blanche*, n° 70, printemps 1998, p. 21-22. Nous avons suggéré d'autres parallélismes possibles dans « Jacques Ferron ou la mémoire extérieure », *op. cit.*, p. 100.

nationale se dessine, le hongrois devient langue officielle, c'est l'époque de la création de l'Académie des sciences, du Théâtre national, etc. Les revendications politiques, par contre, qui réclamaient notamment un gouvernement responsable, se heurtent au refus de la cour de Vienne. C'est alors la révolte, suivie d'une véritable Guerre d'indépendance en 1848-49, qui jouissait d'un contexte international plus favorable que celui que les patriotes québécois avaient connu dix ans plus tôt, mais qui devait capituler devant les forces impériales coalisées. Les lois autrichiennes et l'allemand comme unique langue officielle sont imposées. Dix ans plus tard, des recherches de compromis sont amorcées par d'anciens réformistes. Des circonstances extérieures obligent enfin l'Empire à céder et, le 8 juin 1867, un gouvernement hongrois est constitué : c'est la Double Monarchie et la reconnaissance *de jure* et *de facto* de l'existence de deux sociétés distinctes, avec un « chef d'État » commun (l'empereur autrichien désormais aussi roi de Hongrie), avec une armée et une politique étrangère communes, et avec un financement spécial des affaires communes.

Cette belle histoire parallèle, résumée de façon un peu cavalière, continue, en principe, jusqu'à la Première Guerre mondiale (à ma connaissance, aucune recherche n'a été entamée en ce sens). Après la dislocation de l'Empire autrichien, elle subit des mutations assez singulières, et se poursuit – du moins du point de vue de la communauté hongroise – non plus en Hongrie, devenue de nouveau État indépendant, mais en Roumanie, où une partie importante de cette communauté a été incorporée en vertu du traité de Versailles de 1920, et où celle-ci se fait l'héritière de la mère patrie dans la lutte pour la survie de sa langue et, en général, de son identité particulière.

Bien entendu, il serait extrêmement hasardeux de pousser la comparaison au-delà de ces coïncidences historiques, très limitées dans le temps, et de tirer des conclusions ou formuler des prédictions quant à l'avenir de l'Europe centrale ou du Canada. D'autant plus que ce jeu de parallélisme pourrait assurément se répéter avec d'autres pays ou nations, en d'autres temps, l'essentiel étant toujours la lutte d'un peuple occupé pour la survie de sa culture. Sur ce chapitre, beaucoup de peuples peuvent être concernés. Mais il se peut qu'un des intérêts

majeurs des études québécoises réside précisément dans le fait que l'histoire du Canada français – qu'il n'est évidemment pas possible de plaquer telle quelle sur une autre histoire – est néanmoins capable de servir de modèle ou de catalyseur pour la réflexion historique, voire même pour l'enseignement de la littérature.

Un dernier exemple. Au cours de nos études de la littérature française, nous étions habitués à considérer (et à juger) tout autre phénomène littéraire en fonction des jugements de valeur attachés à cette littérature. Ce qui faisait que, bien entendu, la poésie épique, historique et patriotique d'un Octave Crémazie du « Drapeau de Carillon » ou de son contemporain hongrois János Arany qui composait à la même époque ses *Bardes gallois*, n'avait pas beaucoup de chance de trouver grâce devant le modernisme d'un Baudelaire. Seulement, c'était oublier la relativité des valeurs, et le simple fait que Crémazie et Arany n'étaient pas des poètes français du milieu du XIX^e siècle, mais l'un canadien-français, l'autre hongrois, qui vivaient entre une défaite nationale et un incertain compromis politique avec les vainqueurs, qui – comme Gaston Miron un siècle plus tard – craignaient encore la disparition de leur langue, voire la disparition de leur peuple⁴⁴. Cela veut dire que leurs poésies, nées dans des situations historiques analogues, se prêtent bien à une comparaison qui, par contre, n'a pas beaucoup de sens entre, d'un côté, Crémazie et Arany ou d'autres poètes centre-européens de

44. Voir les péripéties autour de ce poème que le « chantre de la patrie » a composé en 1857, péripéties qui ont finalement fait abandonner le projet d'une commémoration de la dernière victoire de Montcalm (voir l'« Introduction » d'Odette Condemine aux *Œuvres* de Crémazie, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1972, tome I, p. 93, ainsi que « De l'invention de la nation canadienne-française à la nation québécoise. Réflexions à partir du "Drapeau de Carillon" d'Octave Crémazie » de Ingo Kolboom, *L'Agora*, juillet-août 2000, p. 33). En cette même année 1857, l'empereur François-Joseph a effectué son premier voyage en Hongrie après l'écrasement de la Guerre d'indépendance. Arany, comme d'autres poètes, a été pressenti pour saluer le souverain, mais il décline l'invitation et, au lieu du poème de circonstance souhaité, écrit sa fameuse ballade *Les bardes gallois*. Le poème ne sera publié qu'en 1863, présenté comme une vieille ballade britannique évoquant le carnage perpétré sur l'ordre du roi Edouard en 1277 et au cours duquel auraient péri tous les bardes qui refusaient de chanter les louanges du souverain. Voir *Anthologie de la poésie hongroise*, établie par Ladislav Gara, Paris, Seuil, 1962, p. 174.

LES ÉTUDES QUÉBÉCOISES EN EUROPE CENTRALE

l'époque, et Baudelaire de l'autre (pour d'autres raisons, Béranger se prêterait peut-être plus à cette comparaison). Deux poids, deux mesures ; c'est le cas de le dire. Et aussi qu'un Centre-européen se montre, par conséquent, plus compréhensif quand il aborde dans son enseignement le roman de la terre, et plus indulgent quand il s'agit de juger, par exemple, les mesures contraignantes qui obligeaient Laure Conan à abandonner sa carrière d'écrivaine psychologique après l'admirable *Angéline de Montbrun*.

La raison d'être, la viabilité et l'originalité de la vision centre-européenne du Québec passent d'abord par sa sincérité et son authenticité. Après avoir voulu aborder ce sujet dans une optique « plus québécoise que nature », le chercheur de cette région se rend compte progressivement à quel point son approche est tributaire de ses propres racines culturelles : une récente enquête que j'ai menée à ce propos auprès de mes collègues autrichiens, bulgares, polonais et roumains (voir *supra*, note 16) le montre assez clairement. Pour la Roumaine Margareta Gyurcsik, notre regard sur la francophonie en général pourrait reposer sur

[...] l'analyse de la manière dont les cultures francophones participent à la construction d'une culture post-moderne démocratique, décentrée et hétéroclite, qui refuse l'identité culturelle monolithique et l'hégémonie potentielle d'un seul modèle culturel au détriment des autres. Confrontée elle-même à des problèmes identitaires majeurs et aux tendances divergentes qui régissent la construction des sociétés démocratiques postmoderne, l'Europe centre-orientale est bien placée pour analyser et comprendre les paradoxes de la construction identitaire dans les cultures francophones à l'âge démocratique.

Le Polonais Józef Kwaterko qui, par ailleurs, donne toujours crédit à « l'aspect transculturel du français, fondé sur des valeurs humanistes au-delà des intérêts particuliers », conclut néanmoins que

[...] avec cette conscience aiguë de nos propres contextes culturels et nationaux, être capable de

repenser et de réévaluer les problèmes socioculturels, idéologiques, linguistiques et religieux qu'avaient connus les pays francophones d'Afrique, d'Asie et d'Amérique, depuis l'époque coloniale jusqu'à nos jours en passant par les années d'indépendance, m'apparaît être un enjeu de taille pour la validité de notre enseignement.

Enfin l'Autrichien Peter Kirsch – avec qui j'ai lancé, en 1990 à Pécs, la revue les *Cahiers francophones d'Europe centre-orientale*, dans le premier numéro desquels nous avons défini *notre* francophonie comme « l'ensemble des cultures/civilisations de langue française portant l'empreinte d'échanges et de conflits sociaux, linguistiques et autres à l'intérieur d'États pluriculturels », ajoute à cette définition que, la formulant, nous étions

[...] bien conscients des rapports qu'un tel discours entretenait avec des attitudes et des mentalités dont les racines plongeaient dans le sol de [notre] propre histoire. S'il est tentant de partir [...] à la recherche de ce qui reste d'une certaine oïkumène mitteleuropéenne, il n'importe pas moins de méditer [...] sur la façon dont des littératures complémentaires et néanmoins autonomes ont réagi aux normes élaborées par les élites d'un empire multinational rongé par ses propres contradictions.